



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 2945

Texte de la question

RÉFORMES DE L'ÉCONOMIE

M. le président. La parole est à M. Charles de La Verpillière, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Charles de La Verpillière. Monsieur le Premier ministre, avec le Président de la République, vous répétez sans cesse que les réformes vont continuer jusqu'en 2017. Tous ceux qui comprennent le hollandais traduisent le discours présidentiel ainsi : « Ne faisons rien, ne risquons pas de fâcher les syndicats, les fonctionnaires, les frondeurs, les écologistes, les intermittents du spectacle ou les ratons laveurs ». (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Pouzol. Quelle honte !

M. Charles de La Verpillière. Les Français ne sont pas dupes. Ils ont compris la stratégie de M. Hollande : deux ans de campagne électorale avec des commémorations, des déplacements et des lois bavardes, des lois cosmétiques, des lois Bisounours. (*Mêmes mouvements.*)

Monsieur le Premier ministre, votre inaction est une faute. En ne faisant rien, vous gaspillez les facteurs conjoncturels externes qui pourraient relancer durablement la croissance française : la baisse du prix du pétrole, le cours de l'euro, qui facilite les exportations, et les taux d'intérêts bas, favorables aux investissements.

Monsieur le Premier ministre, la croissance de 0,6 % au premier trimestre est une bonne chose, mais elle ne doit pas servir d'alibi à votre immobilisme. Ce sera un feu de paille si aucune réforme structurelle n'est entreprise sur la durée du travail, les seuils sociaux, qui découragent l'embauche, la pression fiscale, qui fait fuir le capitaux, les dépenses publiques, les plus élevées en Europe, et enfin un déficit qui s'est accru de 10 milliards d'euros selon le rapport de la Cour des comptes, très sévère, publié ce matin, dont M. Macron a oublié de parler à l'instant. (*Nouvelles exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Monsieur le Premier ministre, en l'absence de réformes structurelles, notre économie ne repartira pas durablement et le chômage ne baissera pas. Les Français attendent. Et vous, qu'attendez-vous ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. Monsieur le député, je veux vous rassurer : les réformes continuent, et continuent d'ailleurs sous vos yeux et avec vous. De fait, plusieurs réformes sont aujourd'hui soumises à l'Assemblée nationale, comme la modernisation du dialogue social, avec

le projet de loi que porte François Rebsamen. Dans les prochains jours, le Premier ministre conduira aussi des auditions avec les partenaires sociaux en prévision d'une réunion et de décisions qui seront prises au début du mois de juin pour faire bénéficier les TPE et les PME de mesures de simplification. Ce sont des réformes importantes.

Mais, monsieur le député, on ne réforme pas une économie sans prendre en compte les intérêts des « gens », comme vous dites : on réforme une économie en écoutant les syndicats, en croyant au dialogue social, en travaillant dans la concertation et, comme vous le voyez, en continuant à avancer avec les uns et les autres. En effet, ces réformes qui vous sont proposées, à travers les projets de loi qui forment l'agenda gouvernemental, sont autant de réformes, pardon de vous le dire, que vous n'avez pas faites. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Christian Jacob. Dieu merci, celles-là, on ne les a pas faites !

M. Emmanuel Macron, ministre. Il vous est arrivé de faire de grandes déclarations, à l'emporte-pièce, il vous est arrivé souvent d'agir dans la brutalité, avant de vous arrêter. La réforme qui construit progressivement le consensus social, le dialogue social, tout en avançant résolument, constitue la marque de ce gouvernement et de celui qui l'a précédé.

M. Christian Jacob. Et la réforme du collègue ?

M. Emmanuel Macron, ministre. Je n'ai pas oublié tout à l'heure, monsieur le député, en répondant à une question relative à l'attractivité, de parler des finances publiques. J'essaie de répondre à chaque question en restant à peu près dans le sujet. Mais puisque vous m'y invitez, je peux ouvrir une parenthèse pour vous dire qu'effectivement, la loi de règlement qui a été présentée ce matin est dans les clous et a fait l'objet de différentes validations par le Haut conseil des finances publiques. Nous ne pouvons que nous féliciter que l'exécution des comptes en 2014 ait été en ligne, et même un peu meilleure, comme vous le savez, que ce qui était prévu.

Donc, oui, l'agenda de réforme continue et continuera jusqu'au dernier quart d'heure, et je ne pense pas qu'il faille troubler les Français avec votre obsession des campagnes présidentielles : c'est votre problème, ce n'est pas celui du Gouvernement. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et quelques bancs des groupes écologiste et RRDP.)*

Données clés

Auteur : [M. Charles de La Verpillière](#)

Circonscription : Ain (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2945

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 mai 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 mai 2015](#)